



## Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

### Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Rabii YOUSSEUS.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

## **Culture - Sites archéologiques Lattara de Lattes, Castellars de Murviel-lès-Montpellier et siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention pour le financement des fouilles archéologiques 2018 - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le CNRS, pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'UMR 5140, est chargé de la gestion des projets participant à la mise en œuvre de fouilles archéologiques sur le site archéologique *Lattara*, sur la commune de Lattes, et sur le site archéologique du *Castellars*, sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, tous deux propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. En 2016, s'y est ajouté le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone.

Cette collaboration s'inscrit dans le cadre d'une convention qui précise les modalités de financement et de participation de chacun des partenaires.

Dans le cadre de ces projets de fouilles, Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa contribution financière à hauteur de 71 150 €, soit 14 250 € pour le site de *Lattara*, 47 400 € pour le site du *Castellars* et 9 500 € pour le site du siège épiscopal.

Le CNRS s'engage à mettre en œuvre sur chacun des sites archéologiques concernés, les projets dont l'objet social, culturel et scientifique est en harmonie avec la politique de Montpellier Méditerranée Métropole et en cohérence avec les orientations de l'intérêt public local. Il initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherches sur chacun des sites.

La commune de Murviel-lès-Montpellier soutient la campagne de fouilles la concernant à travers la mise à disposition ponctuelle de matériels et de locaux, ainsi qu'à la prise en charge des opérations de débroussaillage du site et des coûts liés aux consommations de fluides.

Sur le site archéologique *Lattara*, les recherches archéologiques de 2018 porteront sur l'exploration du chenal, de manière à vérifier l'hypothèse de son existence dès le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère et celle de l'existence d'un possible bassin portuaire.

Pour le site du *Castellars*, la campagne de fouilles s'articulera autour de trois axes : l'étude de l'occupation de l'oppidum primitif de la ville haute, l'exploration d'un quartier d'habitats de la ville basse et le dégagement complet du centre monumental.

Concernant le site de Villeneuve-lès-Maguelone, les fouilles permettront d'améliorer la compréhension de l'occupation du siège épiscopal sur la période allant du VI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle.

Compte tenu de l'intérêt de ces recherches, il convient de poursuivre le partenariat mis en place en établissant une nouvelle convention pour l'année civile 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Murviel-lès-Montpellier et le CNRS pour le financement de la campagne de fouille archéologique 2018 sur les sites de *Lattara* à Lattes, du *Castellars* à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44299-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.